

**NATIONS UNIES**

**COMMISSION ECONOMIQUE  
POUR L'AMERIQUE LATINE  
ET LES CARAIBES**



Distr.  
LIMITÉE

LC/MEX/L.85  
Août, 1988

FRANÇAIS  
ORIGINAL: ESPAGNOL



**RAPPORT DESTINE A L'ETUDE SUR L'ECONOMIE DE  
L'AMERIQUE LATINE ET LES CARAIBES, 1987  
HAITI**



## TABLE DES MATIERES

	<u>Page</u>
1. Panorama de l'évolution récent: Introduction et synthèse	1
2. Evolution de l'activité économique	5
a) Tendances de l'offre et de la demande totales	5
b) Evolution des principaux secteurs de l'économie	6
c) L'emploi	8
3. Secteur externe	10
a) Aspects généraux	10
b) Le commerce des biens	10
c) Les services et le paiement des facteurs	12
d) Le solde en compte courant et son financement	12
e) L'endettement vis-à-vis de l'extérieur	13
4. Les prix et les rémunérations	14
5. Les politiques monétaire et fiscale	15
a) La politique monétaire	15
b) La politique fiscale	16
<u>Annexe statistique</u>	19



## 1. Panorama de l'évolution récent: Introduction et synthèse

En 1987, l'instabilité politique et sociale a joué en Haïti un rôle décisif dans l'accroissement du retard économique dont souffre le pays depuis le début de la décennie. C'est ce qui explique que, même si le gouvernement de transition a bénéficié d'un appui financier extérieur plus ferme, de nombreux objectifs de politique économique à moyen terme, et même pour l'année en cours, n'ont pu être concrétisés. Il faut cependant noter le succès relatif de certaines politiques, suivies également par d'autres pays de la région, visant à apporter un changement structurel dans l'économie grâce à une plus large ouverture vers l'extérieur, à réduire la taille de l'appareil gouvernemental et à assainir les finances publiques qui, notamment dans le cas d'Haïti, absorbaient auparavant des sommes extrabudgétaires fort élevées. Ces politiques s'inscrivent dans le cadre de la poursuite de l'accord d'ajustement structurel signé avec le Fonds Monétaire International (FMI).

L'économie haïtienne, l'une des plus ouvertes de la région, a été soumise au cours de ces dernières années à une élimination rapide des barrières commerciales, processus qui a culminé en 1987 avec la réduction substantielle des droits de douane à l'importation. Malgré cela, la contrebande s'est généralisée, notamment celle des céréales de base, encore protégées, rendant encore plus évidente la faible productivité de l'offre interne, conséquence entre autres choses de la rigidité de la structure économique. Les effets de ces importations illégales se sont fait sentir de manière généralisée; leur ampleur est estimée à un tiers des importations totales. Les producteurs agricoles notamment ont été directement lésés, ce qui a entraîné des affrontements avec les convoyeurs de céréales de l'extérieur. Par ailleurs, la contrebande a été l'élément déterminant dans la baisse considérable des prix des produits de base. Cela a soulagé les consommateurs dont les revenus réels se sont élevés, allégeant ainsi certaines tensions sociales. La diminution de l'indice général des prix (11%) est exceptionnel dans la région.

D'une manière générale, on peut dire que deux tendances contraires ont coexisté tout au long de l'année fiscale qui termine en septembre. <sup>1/</sup> L'une, de reprise économique et de réajustement des finances publiques, qui

---

<sup>1/</sup> L'information statistique et qualitative dont il est fait mention dans ce rapport correspond à l'année fiscale (période allant d'octobre 1986 à septembre 1987). Néanmoins, certaines considérations, en raison de leur importance, dépassent même l'année civile.

s'est prolongée jusqu'en juin, et l'autre, de détérioration qui a dépassé l'année fiscale et s'est encore aggravée après l'échec des élections en novembre, raison pour laquelle la plus grande partie de l'aide économique extérieure a été stoppée. En moyenne, le produit interne brut a souffert une baisse de 0.6%, équivalant à une réduction de 2.5% du produit par habitant. Ce dernier indicateur, en baisse tout au long de la décennie, donne un chiffre de 15% inférieur au maximum atteint en 1980 et égal à celui de 1971. Il y a lieu de souligner que cette baisse s'est produite dans l'économie la plus pauvre de l'Amérique Latine et des Caraïbes (voir tableau 1).

Parmi les branches productives, seuls l'électricité et les services publics ont fait preuve de dynamisme. Les autres sont en stagnation ou en baisse. Stagnation pour le secteur agropastoral —qui produit un tiers du revenu et a une grande incidence sur l'emploi— dont les principaux produits d'exportation —café et cacao— ont souffert de brusques baisses souvent associées à l'accaparement des terres, à la réduction des surfaces cultivées et au manque d'appui technique et financier. Ces pertes ont été compensées, dans une certaine mesure, par des augmentations de la production pour la consommation interne. Dans le second cas, en nette régression, se trouve l'industrie manufacturière, affectée par les coûts internes élevés, et qui se trouve ainsi dans une position difficile face à la concurrence extérieure. On note une diminution du commerce formel gravement affecté par la circulation de biens illégaux, au sein de la vaste économie souterraine.

Les importations se sont accrues, principalement en raison de l'achat de services à l'extérieur. Les exportations ont moins augmenté, d'une part en raison de la baisse des prix internationaux des produits agricoles. Seules les industries de sous-traitance ont répondu favorablement, après la tendance inverse de cette activité en 1986, imputable aux troubles sociaux qui ont accompagné la chute du régime précédent. Le tourisme a également fait l'objet d'une reprise, plus due à l'entrée de haïtiens résidents à l'extérieur, ou d'observateurs, de reporters, etc., qu'aux voyages de tourisme, en baisse du fait du climat d'instabilité. Par ailleurs, les émigrants continuent d'envoyer des fonds qui sont une source privilégiée de devises. En dépit de ces revenus accrus, le déficit du compte courant a augmenté par rapport à 1986, sans atteindre toutefois les niveaux des années précédentes. Paradoxalement, le solde global s'est amélioré par la deuxième année consécutive, avec une augmentation des réserves monétaires

internationales de 36 millions de dollars. L'appui financier reçu de l'extérieur, au cours de l'année fiscale, sous forme de dons et de crédits, y a largement contribué. A cet égard il y a lieu de rappeler que si Haïti bénéficie de crédits concessionnaires dont le poids du service est relativement faible en comparaison avec la région, sa dette s'est néanmoins accrue considérablement au cours des dernières années.

Cette disponibilité financière a donné au pays une position plus forte vis-à-vis de l'extérieur des autorités monétaires ainsi qu'une plus grande aisance dans la dépense publique. De même, l'affluence de ressources étrangères a libéré le système financier haïtien de la couverture du déficit fiscal et l'épargne interne a pu être orientée, dans une certaine mesure, vers le secteur privé et à un moindre degré, vers l'investissement; néanmoins, la demande de crédit a été peu importante en raison de la faible activité économique. En revanche, malgré les mesures d'austérité monétaire, la monnaie en circulation a augmenté —peut-être grâce à l'entrée de devises— de même que les instruments d'épargne. Ainsi, une partie de cette épargne n'a pu être utilisée au sein du système productif, et les banques ont encore vécu une situation de "surliquidité", et se sont vues dans l'obligation de refuser des dépôts du public, forcé par conséquent de les effectuer à l'extérieur.

Dans le domaine des finances publiques, d'importantes mesures ont été prises. Au début de l'année fiscale, l'impôt sur le revenu a été réduit surtout dans le but d'encourager la production des entreprises, mais sans résultat immédiat notoire. Par ailleurs, au milieu de l'exercice fiscal, le tarif douanier d'importation a été abaissé en vue d'une plus grande libéralisation du commerce extérieur. De même, les taxes à l'exportation, notamment sur le café et le cacao, ont suivi cette tendance à la baisse. En résumé, il y a lieu d'ajouter aux effets contraires de la contrebande et de l'évasion fiscale, la baisse notoire des revenus courants du gouvernement. L'accroissement des dons et des prêts concessionnaires ont permis de soutenir cette situation, et ont même donné lieu à une augmentation des dépenses courantes, comme les salaires du personnel des secteurs santé et éducation, et à une hausse des dépenses d'investissement, particulièrement dans le secteur électrique et des travaux publics, en partie dans le but d'amoinrir les pressions que créent les grands contingents de main d'oeuvre au chômage.

A partir de juin, on perçoit déjà une détérioration des finances publiques, qui contribue à une légère élévation du déficit fiscal de plus de 6% du PIB en septembre. A la fin de l'année civile, comme on l'a déjà mentionné, l'aide financière des Etats Unis a cessé en raison de la violence qui avait accompagné les élections frustrées. Cela s'est traduit non seulement par un vide substantiel dans les finances publiques empêchant tout programme de développement du nouveau gouvernement, entré en fonctions en février 1988, mais aussi par un nouvel affaiblissement de la position financière externe du pays, dont la manifestation immédiate a été une hausse de plus de 20% du cours de la gourde sur le marché parallèle.

En résumé, l'instabilité de cette difficile période de transition vers la démocratie a empêché non seulement de jeter les bases minimales d'une politique économique structurée à moyen terme mais également d'atteindre les objectifs de l'année. Les rares succès en matière d'ajustement ont fini par se diluer dans cette économie qui, dans les conditions actuelles et avec ses limites structurelles, dépend largement des ressources externes.



## 2. Evolution de l'activité économique

### a) Tendances de l'offre et de la demande totales

A la différence de l'année précédente l'offre et la demande totales se sont accrues (1.7%), en raison de la récupération partielle des flux commerciaux avec l'extérieur, puisque l'activité économique interne est restée déprimée du fait d'une légère contraction du Produit Interne Brut.

Sans atteindre toutefois les niveaux des années précédentes, les importations —qui représentent plus de 40% du PIB— se sont accrues de près de 8%, malgré la décision politique expresse de les maintenir dans le cadre d'austérité adopté. L'importation de services notamment a évolué de manière plus dynamique. Les exportations se sont accrues beaucoup plus (13%)<sup>2/</sup> malgré la chute des ventes des produits agricoles, grâce à un nouvel élan des activités des entreprises de sous-traitance, et aux dépenses des visiteurs. Mais cette récupération s'est avérée insuffisante pour compenser la forte contraction de 1986. (Voir tableau 2.)

Ainsi, la demande interne a légèrement reculé. Malgré la politique d'austérité, les frais de consommation publique se sont élevés de 1%. En outre les dépenses d'investissement du gouvernement se sont élevées davantage du fait qu'ils ont pris en considération des fonds supérieurs de contrepartie en vue de financer conjointement des projets de l'aide extérieure. A certaines améliorations dans le domaine rural et dans le secteur électrique, il y a lieu d'ajouter certains ouvrages d'infrastructure routière et l'adduction d'eau potable dans certaines zones de Port-au-Prince. L'investissement privé ne semble pas avoir réagi favorablement; l'investissement étranger en revanche s'est probablement maintenu aux niveaux de l'année précédente. Au total, on estime l'accroissement de l'investissement brut interne à 1%.

La consommation privée a entraîné à la baisse la demande interne, avec une contraction de près de 2%, imputable principalement à une baisse de l'emploi, du fait de la réduction de l'activité économique. Néanmoins, étant donné l'ampleur de la contrebande des produits de base, introduits à prix

---

<sup>2/</sup> Il s'agit là du quantum des exportations et non de leur valeur dont la croissance est de beaucoup inférieure, en raison de la chute des prix unitaires.

inférieur, on estime que la consommation privée pourrait avoir en réalité diminué moins que ce que n'indiquent les statistiques.

b) Evolution des principaux secteurs de l'économie

La léthargie qui caractérise l'économie haïtienne depuis le début de la décennie s'est encore prolongée une année, le PIB ayant reculé légèrement. Comme cela se produit dans cette économie, les différentes branches de la production ont suivi diverses tendances. Les branches les plus dynamiques ont été le secteur électrique et les services communaux —formés dans la majorité para des secteurs gouvernementaux— et, d'autre part, le commerce et l'industrie ont subi des contractions considérables. (Voir tableau 3.)

i) Le secteur de l'agriculture et de l'élevage. Parmi les différents secteurs de l'économie, le secteur agropastoral est marqué par la stagnation depuis ces dernières années, en raison de limites structurelles et institutionnelles. Parmi les principales cultures, deux produits d'exportation —le café et le cacao— et un produit de consommation interne —le sucre— ont enregistré de fortes baisses. (Voir tableau 4.)

La situation critique de l'agriculture est imputable au déboisement, lui-même à l'origine de l'érosion des sols, aux problèmes de la propriété de la terre —fractionnement excessif— au manque d'irrigation et au manque d'appui institutionnel, notamment en matière financière. En outre, chaque produit est en butte à ses propres obstacles. Ainsi, le sucre est en concurrence défavorable avec les édulcorants, les sucreries ont cessé d'être rentables —indépendamment des problèmes administratifs— et certaines ont été fermées tandis que d'autres —comme HACSO— ont reçu des subventions. En revanche, dans le cas du coton, produit pour lequel les données globales ne sont pas disponibles, les surfaces couvertes par la Banque Nationale de Développement pour l'Agriculture et l'Industrie ont produit 13% de fibres de plus qu'en 1986. Néanmoins, ce comportement n'est peut-être pas général.

Principale culture d'exportation, le café a subi la baisse des prix internationaux. S'il est certain qu'au cours de ces dernières années l'impôt sur son exportation a diminué, il n'en est pas moins vrai que les bénéfices ainsi obtenus sont restés aux mains des intermédiaires et que les producteurs ont remplacé, sur certaines surfaces, sa culture para celle de céréales de base.

A ces facteurs de type plus permanent, il y a lieu d'ajouter deux faits d'importance primordiale pour l'économie: l'accaparement de terres, propriété de l'Etat pour une bonne partie, et la contrebande de produits de base, comme le riz, à laquelle il a déjà été fait allusion. Le premier phénomène avait déjà eu des conséquences sur l'année fiscale précédente, à la suite des troubles sociaux associés à la chute du régime précédent. En 1987, néanmoins, les terres récemment accaparées se tournent vers une nouvelle orientation des cultures: la culture vivrière. D'autre part, la violence s'est intensifiée dans les zones rurales de certaines régions, comme le Gonaïves, car les producteurs, affectés par la contrebande, s'opposent au passage des céréales importées illégalement, et dont la qualité et le prix sont meilleurs que les leurs. A la baisse des prix, il y a lieu d'ajouter qu'une grande partie des excédents de céréales a été perdue en raison d'installations de stockage déficientes, en particulier dans la vallée de l'Artibonite. Rares ont été les producteurs en mesure de substituer à temps leurs cultures par des légumes. Finalement, l'accroissement des autres cultures à usage interne, en majeure partie pour l'autoconsommation, a été très faible.

L'élevage, en revanche, présente, dans l'ensemble, une évolution plus favorable. Le bétail enregistre une brusque croissance, due, non seulement à la poursuite de la campagne de rétablissement du cheptel porcin, —dont le succès n'est pas encore garanti en raison de la difficile adaptation des espèces au milieu —mais aussi à son remplacement par la production de volailles et de chèvres, malgré les effets déprédateurs de ces dernières. En revanche, la disponibilité de viande de bœuf sur le marché, à l'intérieur du pays, n'est pas suffisante; il même été nécessaire d'en importer. D'autre part, la pêche dont l'évolution a été favorable, a permis d'exporter crevettes et langoustes.

ii) Le secteur industriel. La production manufacturière a affronté une conjoncture difficile dès lors qu'elle est exposée à l'extérieur, tant par la réduction des droits de douane du nouveau tarif douanier, en vigueur à partir de mars 1987, que par la contrebande ouverte. Elle a en outre, dû affronter une demande interne déprimée du fait que les encouragements fiscaux prévus pour donner un essor à la production ont eu des effets adverses plus grands que les avantages escomptés. Elle a été enfin assujettie à une politique de liquidation des entreprises publiques non rentables. C'est ce qui a entraîné

une brusque baisse de la production de farine, de sucre et d'huiles comestibles, tous produits contrôlés par les monopoles d'état. (Voir tableau 5.)

Face à l'aspect général de l'industrie, on note le dynamisme de la fabrication de savons et de détergents, de cigarettes et, dans le cadre des produits traditionnels d'exportation, des huiles essentielles.

De même, les industries de sous-traitance ont retrouvé leur rythme, momentanément affecté par le changement de régime au cours de l'année fiscale antérieure, dont la fin voyait déjà la reprise de ces activités. La fabrication d'articles de confection, de matériel électrique, d'équipement électronique, d'articles de voyage et de sport, ainsi que de jouets a eu un essor remarquable

iii) La construction. Après un déclin en 1986 et durant le premier semestre de 1987, la construction tend à la récupération, tout du moins à Port-au-Prince, en partie grâce à un meilleur financement. La nouvelle construction est toujours faible, mais les agrandissements et les restaurations sont en augmentation. L'investissement public, par ailleurs, a conservé un certain dynamisme, dont certains travaux de voirie, comme la route Canapé-vert/Perionville, celle de Carrefour, certains travaux de drainage à Cité Soleil ainsi que la réhabilitation de certains établissements scolaires, surtout à Port-au-Prince, sont la preuve. La croissance de cette branche n'arrive pas à 1% car la moyenne tient compte de deux périodes d'évolution contraire.

iv) Le secteur électrique. L'entrée en fonctionnement de plusieurs générateurs a contribué à accroître considérablement l'offre d'énergie qui dépasse largement la consommation enregistrée, dont la baisse s'explique par la diminution de la demande industrielle, notamment sucrière et celle du commerce. En revanche, les besoins résidentiels et d'éclairage public, traditionnellement insatisfaits, ont pu être couverts, C'est encore à Port-au-Prince que la consommation est la plus élevée. (Voir tableau 6.)

### c) L'emploi

On ne dispose pas en Haïti de statistiques continues sur l'emploi; néanmoins, le chômage et le sous-emploi sont d'une telle ampleur que depuis ces dernières années l'émigration pour des raisons économiques n'a jamais

cessé. Par ailleurs, les envois de fonds des travailleurs à l'étranger constituent une source de devises de premier ordre, dont les répercussions sont fréquemment sous-estimées. L'économie haïtienne est incapable de créer suffisamment d'emplois rémunérés; cela est encore plus évident en 1987, avec la dépression continue de l'activité économique, la concurrence extérieure et d'une manière générale, les rythmes d'investissement pour des projets de développement. Cette situation explique que pendant l'année, l'emploi ait enregistré, selon l'Office des Accidents du Travail, des Maladies et de la Maternité (OFATMA) <sup>3/</sup> une baisse de 6.5%, sur un échantillon d'environ 50,000 salariés de Port-au-Prince, pour la plupart.

---

<sup>3/</sup> On ne dispose pas de statistiques continues sur le chômage. D'après les chiffres officiels de 1981, on estimait, au niveau national, un chômage déclaré de 11.5% et un sous-emploi proche de 40% de la population active. (Voir Secrétariat d'Etat au Plan, Main d'oeuvre, emploi et ressources humaines, Port-au-Prince, janvier 1982). Une enquête récente sur le quartier populaire de Fort National, à Port-au-Prince, indique un chômage déclaré de 43% (Voir Enquête socio-économique dans les quartiers populaires 1, Fort National, Institut haïtien de statistique et d'informatique, Port-au-Prince, juillet 1987).

### 3. Secteur externe

#### a) Aspects généraux

L'économie haïtienne dépend énormément de l'extérieur. Ses importations représentent 30% de l'offre totale. En plus des flux commerciaux, sur lesquels reposent dans une large mesure les finances publiques, la plus grande partie des projets de développement sont assujettis au financement externe.

Pendant la dernière décennie un changement important s'est produit dans la structure des exportations, avec le lancement d'une politique d'encouragement aux industries de sous-traitance. En 1987, le climat d'incertitude politique et l'instabilité propre à cette activité n'ont pas empêché la sous-traitance d'être le seul domaine d'exportation dynamique; elle a représenté plus de la moitié des ventes totales, étant donné que les exportations de produits agricoles ont souffert d'une baisse nette tant en prix qu'en quantité.

Les relations commerciales avec l'extérieur, particulièrement importantes pour le pays, ont été marquées par de profonds changements au cours des dernières années: élimination des contrôles et, en 1987, réduction des tarifs douaniers. Néanmoins, il s'agissait d'un moment difficile pour reconvertir l'appareil productif sur des bases plus efficaces.

C'est dans le domaine financier que se manifeste le plus la dépendance vis-à-vis de l'extérieur. Les dons, dont l'augmentation a été considérable en 1987, ont été un facteur déterminant de la relative abondance de devises. A cela il y a lieu d'ajouter les crédits, concessionnaires, également en hausse, ainsi que les sommes envoyées par les émigrants haïtiens, qui ont permis de renforcer la position du pays vis-à-vis de l'extérieur et, comme on l'a déjà dit, d'accumuler des réserves monétaires internationales pour la deuxième fois consécutive, équivalentes à 36 millions de dollars.

#### b) Le commerce des biens

La détérioration des termes de l'échange de biens (-9%), provoquée principalement par la baisse des cours internationaux du café, après trois années favorables est un trait significatif du commerce extérieur haïtien.

La reprise observée dans les exportations de biens (près de 4%) —qui n'a pas compensé la chute de 1986— provient donc d'un effort plus que proportionnel dans le volume exporté. (Voir tableau 7.)

Néanmoins, ces ventes accrues ne proviennent pas du secteur traditionnel d'exportation de l'agriculture et de l'élevage. En effet, à la baisse des prix, il y a lieu d'ajouter une forte contraction du volume de café exporté, malgré la diminution de 22% à 10% de l'impôt sur les ventes à l'extérieur. La diminution de l'offre a été un facteur déterminant. On note également une diminution des exportations de cacao et de sisal, alors que l'exonération de l'impôt sur l'exportation de ces produits est totale. Mais ces encouragements ont une portée limitée car le producteur n'en tire que rarement profit et à cause de l'inélasticité de l'offre. En revanche, la seule rubrique traditionnelle à s'être montrée dynamique a été celle des huiles essentielles, de moindre importance dans le total. Comme cela a été dit plus haut, l'accroissement des exportations s'explique dans sa presque totalité par l'essor de l'industrie de la sous-traitance, dont la valeur ajoutée —plus de 100 millions de dollars— a largement dépassé les niveaux des années précédentes. (Voir tableau 8.)

La moindre croissance des importations de biens (moins de 3%) correspond à la hausse de leurs prix, puisque leur volume a diminué légèrement en raison de la dépression économique. Les produits chimiques, les huiles et les graisses, les machines et les équipements de transport sont en expansion. (Voir tableau 9.)

En mars 1987, le régime d'importation change, et seules sept rubriques de produits agricoles restent assujetties à des contrôles quantitatifs. Ainsi, grâce aux modifications des tarifs douaniers, les matières premières sont exonérées; les droits varient entre 56% et 30% pour les produits finis et on note une élévation de 50% pour les céréales.

A cette ouverture commerciale viennent s'ajouter les achats illégaux en provenance principalement des Etats Unis et qui correspondent aux sept produits agricoles protégés ou aux biens dont les droits de douane sont élevés. Mais la variété de ces produits importés illicitement souligne nettement les déficiences de l'offre interne, tant dans le domaine agricole que dans le domaine industriel. Son ampleur entraîne, entre autre chose, un fort déficit de certains biens sur le marché interne de la République Dominicaine, le pays voisin.

c) Les services et le paiement des facteurs

Selon des estimations préliminaires, le commerce des services a été la cause principale de la détérioration de la balance commerciale. Les exportations ont enregistré une croissance importante (25%) en raison de l'augmentation des dépenses des visiteurs en provenance de l'extérieur —pour la plupart haïtiens dont le chiffre a augmenté de 11%. Mais les dépenses au titre des services se sont encore plus élevées (28%), pas tant à cause d'un plus grand nombre de départ de citoyens haïtiens, qu'en raison des dépenses en transports et en assurance. 4/ (Voir tableau 10.)

Le paiement des facteurs de l'extérieur s'est accru à la suite d'un plus grand volume d'intérêts payés au titre de la dette extérieure, ainsi que du paiement de dividendes aux investisseurs étrangers.

Enfin, les sommes envoyées par les émigrés haïtiens à leurs familles se chiffrent à près de 60 millions de dollars, comme par le passé. Cette somme dépasse maintenant les revenus provenant de la vente du café et devient une source de devises de premier ordre.

d) Le solde en compte courant et son financement

Le déficit de près de 180 millions de dollars en compte courant a pu être largement couvert grâce à l'appui extérieur reçu par le gouvernement de transition, après la longue durée du régime antérieur. Les dons officiels se sont rapidement accrus pour parvenir à un montant de 127 millions de dollars et les crédits à long terme ont plus que doublé. Pour une grande partie, il s'agissait de prêts officiels à des conditions favorables, mais on note néanmoins également des crédits accordés au secteur privé. En outre, selon des informations provisoires, un important revenu de capital à court terme a été reçu. Tout cela a contribué à l'augmentation des réserves monétaires internationales qui, néanmoins, tendaient à régresser vers la fin de l'année civile, au moment de la suppression de la plus grande partie de l'aide extérieure.

---

4/ Ces dépenses pourraient couvrir partiellement les dépenses de transport et de l'assurance d'importations de biens non déclarés.



e) L'endettement vis-à-vis de l'extérieur

Pour la deuxième année consécutive, les ressources financières ont continué d'affluer en Haïti, sous forme de prêts concessionnaires, élevant la dette publique à 740 millions de dollars. L'année 1987 n'échappe pas à cette tendance croissante de la dépendance de plus en plus marquée vis-à-vis du financement d'organismes internationaux qui, exception faite du FMI, équivaut à 62% du total. En revanche, le financement en provenance des gouvernements étrangers est toujours en baisse (18%), de même que celui du FMI (11%), ou d'institutions privées (9%). Malgré les conditions favorables de sa négociation, le paiement du service de la dette va s'accroissant et représente 15% de la valeur des exportations de biens et services; c'est un chiffre significatif pour une économie si vulnérable.

#### 4. Les prix et les rémunérations

A partir de 1986, le gouvernement a lancé une politique de réduction des prix de certains produits de base, à laquelle il y a lieu d'ajouter cette année la baisse du prix de l'essence à la suite de la chute des prix internationaux du pétrole. En 1987, cette tendance est accentuée par les effets de la réduction des taxes et, surtout, des tarifs douaniers au milieu de l'année fiscale. En outre, la concurrence qu'a représenté l'importation illégale a entraîné une forte diminution non seulement des prix des denrées alimentaires (-19%) —branche qui pèse lourdement dans le total— mais aussi des vêtements et des chaussures (-7%). 5/ L'indice général s'est abaissé de 11% en moyenne sur l'année. A cet égard, la hausse modérée des loyers et des prix des services a eu une influence contraire. Une surcôte moins accentuée de la gourde sur le marché parallèle a également eu une influence sur la réduction des prix. Néanmoins, on note une nouvelle hausse de la gourde à la fin de l'année civile, entraînant certaines répercussions négatives sur le coût de la vie. (Voir tableaux 12 et 13.)

Le pouvoir d'achat des salaires, maintenus stables est resté inversement proportionnel à la baisse des prix. Le salaire minimum, au-dessous duquel se sont établis un grand nombre de contrats de travail, est toujours de 15 gourdes par jour, soit 3 dollars. En conséquence, le dédoublement du marché des changes et la surcôte offerte sur le marché parallèle accroissent encore la concurrence au niveau international, alors que, paradoxalement, le coût de la vie en Haïti est beaucoup plus élevé que celui de certains autres pays de la région qui offrent des activités de sous-traitance. (Voir tableau 14.)

---

5/ Pour l'ensemble des céréales de base, les plus fortes baisses ont été celles du prix du riz (-36%), du haricot et du millet (-28%) et du maïs (-20%).

## 5. Les politiques monétaire et fiscale

### a) La politique monétaire

L'affluence de devises a provoqué une expansion des principales variables monétaires, malgré les autorités qui souhaitaient inscrire les politiques des secteurs financiers dans un cadre d'austérité, demandé par l'accord signé avec le FMI. Ainsi, tant l'offre monétaire que la monnaie en circulation se sont accrues respectivement de 7% et de 12%, tandis que le PIB courant déclinait. De même, la mobilisation de l'épargne du public s'est accrue (la quasi-monnaie est en hausse de 8%) malgré la situation de "surliquidité" dans laquelle le système bancaire continue d'opérer. (Voir tableau 15.) Pour le reste, il y a lieu de rappeler que le système bancaire haïtien participe, dans une faible mesure, à l'activité financière, étant donné l'ouverture du pays, car une grande partie de l'épargne interne est traditionnellement déposée par les entreprises et les particuliers dans les banques de l'étranger.

Le financement du gouvernement repose tout d'abord sur l'épargne externe; des ressources internes ont ainsi été libérées et orientées vers le secteur privé. En outre, le crédit aux entreprises publiques est marqué par la stagnation, ce qui a allégé le système bancaire de certaines pressions. Néanmoins, la faiblesse de la demande interne et de l'investissement privé ont été des facteurs de poids pour que la demande de crédit du secteur privé soit inférieure à la mobilisation de ressources, et que la situation de surliquidité se poursuive.

Toutes les variables monétaires et financières ont montré deux aspects opposés au cours de l'année: l'un de contraction et d'ajustement, jusqu'en mai, et l'autre d'expansion jusqu'à la fermeture de l'année fiscale qui a coïncidé à peu près avec le cycle décrit par les finances publiques. En outre, le crédit accordé au secteur privé a évolué de la même manière. Après la faiblesse de la demande de prêts, imputable au déclin des opérations des entreprises, à partir de juin, son augmentation se doit à l'aggravation de ses problèmes financiers et à la nécessité de couvrir ses frais d'opération par des emprunts. L'activité de la construction est celle qui a eu le plus recours au crédit, tandis que les autres secteurs restaient stationnaires.

## b) La politique fiscale

Au cours de ces dernières années, l'assainissement des finances publiques a beaucoup progressé, notamment en ce qui concerne l'identification des postes extrabudgétaires en vue de les inclure dans les comptes réguliers ainsi que la fermeture ou la vente d'entreprises publiques non rentables. En 1987, et suivant les accords avec le FMI, un effort supplémentaire a été fourni en vue de réduire le déficit fiscal. Ces actions se sont déroulées néanmoins à un moment où d'importantes réductions ont été apportées dans le domaine fiscal, entraînant des ajustements correspondants dans les dépenses courantes et d'investissement. Cela n'a pas toujours été facile, notamment en raison de la conjoncture sociopolitique difficile; le déficit fiscal qui n'avait cessé de décliner pendant trois années, s'est légèrement accru, jusqu'à plus de 6% du PIB. (Voir tableau 16.)

En octobre 1986, une nouvelle loi relative à l'impôt sur le revenu est promulguée. Le taux marginal d'imposition est abaissé de 50% à 30%; les catégories imposables de 10 à 5 et les revenus de moins de 1,500 gourdes par an sont exonérés. Ces mesures visent à combattre l'évasion et les fraudes fiscales ainsi qu'à encourager la relance des entreprises. Ensuite, en mars, les nouveaux tarifs douaniers, dont les caractéristiques ont déjà été mentionnées, sont entrés en vigueur. Ces deux facteurs ont eu des répercussions sur les revenus courants du gouvernement, ainsi réduits de 4%, sans que l'activité productive ne soit relancée.

Les dépenses publiques ont pu être ajustées jusqu'au milieu de l'année, mais au cours du second semestre leur tendance était plus aisée. Dans l'ensemble, les dépenses courantes ne se sont pas substantiellement accrues. Si les dépenses budgétaires semblent plus élevées, cela vient du fait que d'anciens postes extrabudgétaires ont désormais disparu. Néanmoins, l'augmentation des salaires de l'administration publique a eu une influence réelle sur les dépenses, notamment dans les secteurs de l'éducation et de la santé.

Les dépenses de capital sont celles qui ont le plus augmenté (20%) après les réductions consécutives des années précédentes. Cette reprise, insuffisante pour les besoins du pays, provient des fonds accrus de contrepartie inclus dans le budget en vue de financer conjointement des projets de développement de la coopération internationale. Aucun projet de grande envergure n'a été entrepris, mais cette dépense a été destinée, comme

cela a déjà été dit, à de petits travaux d'infrastructure, avec utilisation intensive de main d'oeuvre.

A l'issue de l'année civile, les finances publiques étaient considérablement détériorées et l'arrêt de la plus grande partie de l'aide extérieure réduisait les choix politiques de l'administration qui entraînait en fait des élections en février 1988.



Annexe statistique





Tableau 1

## HAITI: PRINCIPAUX INDICATEURS ECONOMIQUES

	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987 <sup>a/</sup>
<b>Indicateurs de base</b>							
Produit intérieur brut aux prix du marché (millions de dollars à prix constants de 1980)	1 239.8	1 196.8	1 204.6	1 209.5	1 215.3	1 222.3	1 215.0
Population totale (millions d'habitants)	5.5	5.6	5.7	5.8	5.9	6.0	6.1
Produit intérieur brut par habitant (dollars de 1980)	225.4	213.4	211.3	208.5	206.0	203.7	198.6
<b>Taux annuels de croissance</b>							
<b>Indicateurs économiques à court terme</b>							
Produit intérieur brut	-2.7	-3.5	0.7	0.4	0.5	0.6	-0.6
Produit intérieur brut par habitant	-4.5	-5.3	-1.0	-1.3	-1.2	-1.2	-2.5
Prix à la consommation							
Septembre à septembre	4.7	6.2	12.2	6.1	15.0	-0.5	-13.8
Variation moyenne annuelle	7.6	9.0	8.8	8.0	8.4	8.5	-11.1
Salaires réels <sup>b/</sup>	-3.7	4.7	-6.7	-7.3	4.8	-8.5	11.1
Monnaie	21.3	14.9	-2.2	16.3	11.5	14.7	11.6
Recettes budgétaires de l'Etat	-3.8	12.9	11.1	12.9	18.9	4.8	-3.9
Dépenses totales de l'Etat	12.8	34.3	2.1	6.4	1.1	-2.5	2.1
Déficit fiscal/dépenses totales de l'Etat <sup>c/</sup>	52.8	58.4	54.8	45.9	36.5	31.7	35.7
Déficit fiscal/produit intérieur brut <sup>c/</sup>	8.2	13.1	11.3	10.1	7.6	5.5	6.4
Valeur courante des exportations de biens et de services	-21.6	12.5	6.7	6.6	10.4	-13.9	7.5
Valeur courante des importations de biens et de services	10.1	-7.5	6.5	0.6	6.6	-16.0	11.6
Termes de l'échange de biens et de services	-20.0	1.6	-7.0	15.8	4.7	12.2	-8.2
<b>Millions de dollars</b>							
<b>Transactions extérieures</b>							
Balance commerciale de biens et de services	-292	-223	-237	-221	-224	-181	-214
Paiement net de dividendes et d'intérêts	13	14	14	17	20	15	20
Solde du compte courant	-241	-188	-205	-196	-195	-144	-178
Solde du compte de capital	204	169	176	175	121	170	214
Variation des réserves internationales	-50	-3	-32	-6	-5	30	36
Dette extérieure <sup>d/</sup>	372	410	551	607	600	697	741

Source: CEPAL, sur la base de chiffres officiels.

a/ Chiffres provisoires.

b/ Minimums industriels.

c/ Pourcentages.

d/ Dette publique extérieure décaissée.

**Tableau 2**  
**HAÏTI: OFFRE ET DEMANDE TOTALES**

	Millions de gourdes de 1980			Structure (pourcentage) b/		Taux annuels de croissance b/			
	1985	1986	1987 a/	1980	1987 a/	1984	1985	1986	1987 a/
<b>Offre totale</b>	<b>10 233</b>	<b>9 673</b>	<b>9 839</b>	<b>138.0</b>	<b>141.2</b>	<b>0.6</b>	<b>2.2</b>	<b>5.1</b>	<b>1.7</b>
Produit intérieur brut aux prix du marché	6 970	7 010	6 968	100.0	100.0	0.4	0.5	0.6	-0.6
Importations de biens et de services	3 263	2 663	2 871	38.0	41.2	0.9	6.3	-18.4	7.8
<b>Demande totale</b>	<b>10 233</b>	<b>9 673</b>	<b>9 839</b>	<b>138.0</b>	<b>141.2</b>	<b>0.6</b>	<b>2.2</b>	<b>5.1</b>	<b>1.7</b>
Demande intérieure	7 833	7 884	7 813	114.0	112.1	2.7	1.4	-0.1	-0.9
Formation brute de capital fixe	1 593	1 568	1 583	18.9	22.7	4.7	11.5	-1.6	1.0
Consommation totale	6 240	6 316	6 230	95.1	89.4	2.3	-0.8	1.2	-1.4
Publique	663	671	678	9.6	9.7	-2.3	-7.8	1.3	1.0
Privée	5 578	5 645	5 552	85.6	79.7	2.9	0.1	1.2	-1.6
Exportations de biens et de services	2 400	1 790	2 026	24.0	29.1	-7.6	5.2	-25.4	13.2

**Source:** CEPAL, sur la base de chiffres communiqués par l'Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique.

a/ Chiffres provisoires.

b/ Les taux de croissance sont calculés à partir des chiffres réels.

Tableau 3

HAÏTI: PRODUIT INTERIEUR BRUT PAR PRINCIPAUX SECTEURS AU PRIX DU MARCHÉ

	Millions de gourdes de 1980			Structure (pourcentage) <sup>b/</sup>		Taux annuels de croissance <sup>b/</sup>			
	1985	1986	1987 <sup>a/</sup>	1980	1987 <sup>a/</sup>	1984	1985	1986	1987 <sup>a/</sup>
<u>Produit intérieur brut</u>	<u>6 976</u>	<u>7 016</u>	<u>6 974</u>	<u>100.0</u>	<u>100.0</u>	<u>0.4</u>	<u>0.5</u>	<u>0.6</u>	<u>-0.6</u>
<u>Total partiel biens</u>	<u>3 835</u>	<u>3 832</u>	<u>3 802</u>	<u>57.4</u>	<u>59.5</u>	<u>0.5</u>	<u>1.2</u>	<u>-0.1</u>	<u>-0.8</u>
Agriculture <sup>c/</sup>	2 325	2 381	2 381	33.5	34.1	3.5	1.1	2.4	-
Industrie d'extraction	8	7	7	1.3	0.1	6.2	17.5	-9.9	-
Industrie manufacturière	1 049	1 018	985	17.2	14.1	-5.8	-2.9	-2.9	-3.2
Construction	453	426	429	5.4	6.2	1.8	12.7	-6.0	0.6
<u>Total partiel services de base</u>	<u>187</u>	<u>194</u>	<u>201</u>	<u>2.7</u>	<u>2.9</u>	<u>-7.8</u>	<u>-4.6</u>	<u>3.3</u>	<u>3.6</u>
Electricité, gaz et eau	63	64	71	0.7	1.0	6.2	2.4	2.0	10.5
Transport, stockage et communications	125	130	130	2.0	1.9	-13.0	-7.7	4.0	-
<u>Total partiel services divers</u>	<u>2 675</u>	<u>2 680</u>	<u>2 656</u>	<u>35.6</u>	<u>38.1</u>	<u>1.8</u>	<u>1.2</u>	<u>0.2</u>	<u>-0.9</u>
Commerce	1 228	1 198	1 102	18.3	15.8	-3.5	1.1	-2.4	-8.0
Etablissements financiers et d'assurances et propriété immobilière	398	405	406	4.9	5.8	1.8	1.7	1.8	0.2
Propriété immobilière	378	385	386	4.7	5.5	1.9	1.8	1.8	0.2
Services communaux, sociaux et personnels	1 049	1 077	1 148	12.4	16.5	8.9	1.2	2.7	6.6
Gouvernement	785	805	882	9.5	12.6	6.4	1.0	2.6	9.6
<u>Ajustement<sup>d/</sup></u>	<u>279</u>	<u>310</u>	<u>315</u>	<u>4.3</u>	<u>4.5</u>	<u>16.4</u>	<u>-6.2</u>	<u>11.1</u>	<u>1.6</u>

Source: CEPAL, sur la base de chiffres communiqués par l'Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique.

<sup>a/</sup> Chiffres provisoires.<sup>b/</sup> Les structures en pourcentage et les taux de croissance sont calculés à partir des chiffres réels.<sup>c/</sup> Y compris l'élevage, la sylviculture et la pêche.<sup>d/</sup> Services bancaires et impôts et taxes à l'importation.

Tableau 4

## HAITI: INDICATEURS DE LA PRODUCTION AGRICOLE ET DE L'ELEVAGE

	Milliers de tonnes				Taux annuels de croissance <sup>b/</sup>			
	1980	1985	1986	1987 <sup>a/</sup>	1984	1985	1986	1987 <sup>a/</sup>
<b>Production des principales cultures</b>								
<b>D'exportation</b>								
Café	42.9	36.9	37.8	30.1	1.7	0.8	2.4	-20.4
Coton	5.9	8.0	8.4	...	25.0	6.7	5.0	...
Cacao	3.4	5.1	5.6	5.2	2.4	8.5	10.9	-7.1
<b>De consommation interne</b>								
Riz	124.1	124.2	129.2	135.1	7.5	1.1	4.0	4.6
Maïs	186.2	186.4	196.3	205.7	8.8	0.3	5.3	4.8
Millet	125.2	121.4	119.2	124.1	10.9	2.7	-1.8	4.1
Haricots	52.6	47.6	48.2	48.7	1.1	0.8	1.3	1.0
Bananes	519.7	510.4	525.4	530.9	-1.8	2.0	2.9	1.0
Canne à sucre	5 640.8	5 727.5	5 772.5	4 542.9	0.5	0.5	0.8	-21.3
<b>Indicateurs de l'élevage</b>								
Viande	69.4	68.8	73.8	92.1	-55.6	67.8	7.3	24.8

Source: CEPAL, sur la base de chiffres communiqués par le Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural.

<sup>a/</sup> Chiffres provisoires.

<sup>b/</sup> Les taux de croissance sont calculés à partir des chiffres réels.

**Tableau 5**  
**HAÏTI: INDICATEURS DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE**

	1980	1985	1986	1987 <sup>a/</sup>	Taux annuels de croissance <sup>b/</sup>			
					1984	1985	1986	1987 <sup>a/</sup>
<u>Indices (1976 = 100.0)</u>								
<u>Indices de la valeur ajoutée</u>	<u>147</u>	<u>122</u>	<u>118</u>	<u>114</u>	<u>-7.5</u>	<u>2.7</u>	<u>-2.9</u>	<u>-3.2</u>
Aliments	135	133	130	...	-12.8	4.2	-2.3	...
Boissons	143	137	133	...	-7.7	-1.5	-2.9	...
Tabac	152	109	106	...	-2.4	-14.5	-2.7	...
Textiles, vêtements et produits en cuir	99	87	85	...	-2.1	-2.3	-2.3	...
Produits chimiques	187	50	49	...	-19.6	-48.5	-2.0	...
Minerais non-métalliques	110	125	121	...	7.0	15.5	-3.2	...
Industrie métallique et mécanique	268	212	206	...	-2.8	5.2	-2.8	...
Divers	126	108	105	...	6.9	-13.3	-2.7	...
<u>Milliers de tonnes</u>								
<u>Production de quelques produits manufacturés importants</u>								
Farine	85	113	128	92	-3.9	-0.6	12.8	-20.1
Sucre	54	58	41	33	-5.6	42.9	-28.7	-21.3
Saindoux	3	6	7	7	6.7	134.6	6.6	12.3
Huiles comestibles	19	38	40	24	-16.8	139.0	5.5	-39.7
Boissons gazeuses (millions de bouteilles)	74	61	65	...	-0.7	-16.0	7.2	...
Bière (millions de bouteilles)	5	4	4	4	-28.2	-15.5	-3.1	16.2
Cigarettes (millions d'unités)	1 064	786	846	888	0.6	-16.2	7.6	5.0
Savon	13	29	31	40	-4.7	135.5	5.8	30.4
Détergents (tonnes)	579	1 302	1 373	1 916	-5.0	139.3	5.4	39.5
Huiles essentielles (tonnes)	242	154	153	167	-40.0	-27.3	-0.1	8.8
Ciment	243	263	221	...	2.5	14.1	-15.7	...
<u>Autres indicateurs de la production manufacturière</u>								
Consommation d'électricité à des fins industrielles et commerciales (millions de kWh)	156	174	160	154	8.4	7.4	-8.0	-4.0
Industrie sucrière	18	10	9	6	6.2	11.1	-9.9	-29.2
Industrie du ciment	21	22	20	...	0.2	1.8	-12.1	...

Source: CEPAL, sur la base de chiffres communiqués par la Banque de la République de Haïti et l'Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique.

a/ Chiffres provisoires.

b/ Les taux de croissance sont calculés à partir des chiffres réels.

Tableau 6

## HAÏTI: EVOLUTION DE LA PRODUCTION ET DE LA CONSOMMATION D'ELECTRICITE

	Millions de kwh				Taux annuels de croissance <sup>a/</sup>			
	1980	1985	1986	1987 b/	1984	1985	1986	1987 b/
<u>Production</u>	<u>336</u>	<u>425</u>	<u>439</u>	<u>486</u>	<u>3.9</u>	<u>4.2</u>	<u>3.3</u>	<u>10.7</u>
<u>Consommation</u>	<u>256</u>	<u>323</u>	<u>319</u>	<u>328</u>	<u>6.6</u>	<u>5.9</u>	<u>-1.1</u>	<u>2.6</u>
Commerciale et industrielle	156	174	160	154	8.4	7.4	-8.0	-4.0
Particulière	81	114	123	136	-0.5	3.6	8.0	10.1
Eclairage public	9	8	8	10	-17.0	-4.6	2.1	20.7
Services publics et communaux	10	27	28	29	53.9	8.0	4.0	2.1

Source: CEPAL, sur la base de chiffres communiqués par la Banque de la République de Haïti.

a/ Les taux de croissance sont calculés à partir des chiffres réels.

b/ Chiffres provisoires.

c/ La différence entre la production et la consommation s'explique par les pertes et la consommation non enregistrées.

Tableau 7

## HAITI: PRINCIPAUX INDICATEURS DU COMMERCE EXTERIEUR DE BIENS

	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987 <sup>a/</sup>
<u>Taux annuels de croissance</u>							
Exportations (fob)							
Valeur	-30.3	15.5	6.8	11.2	8.6	-14.8	3.7
Quantum	-4.8	12.2	18.4	-7.4	5.7	-28.3	10.9
Valeur unitaire	-26.8	3.0	-9.8	20.1	2.7	19.0	-6.5
Importations (fob)							
Valeur	17.2	-13.3	8.6	-1.6	0.9	-13.3	2.6
Quantum	13.7	-12.8	7.5	3.1	3.9	-16.3	-0.6
Valeur unitaire	3.1	-0.6	1.0	-4.6	-3.0	3.7	3.2
Termes de l'échange (fob/fob)	-29.0	3.7	-10.7	26.0	5.8	14.7	-9.4
<u>Indices (1980 = 100.0)</u>							
Pouvoir d'achat des exportations	67.0	77.4	81.6	92.3	101.3	83.6	84.0
Quantum des exportations	95.2	106.8	126.4	117.1	123.8	88.7	98.4
Quantum des importations	113.7	99.2	106.6	110.0	114.3	95.6	95.0
Termes de l'échange	71.0	73.6	65.7	82.8	87.6	100.5	91.1

Source: CEPAL, sur la base de chiffres officiels.

<sup>a/</sup> Chiffres provisoires.

**Tableau 8**  
**HAÏTI: EXPORTATIONS DE BIENS, FOB**

	Millions de dollars			Structure (pourcentage)			Taux annuels de croissance			
	1985	1986	1987 a/	1975	1980	1987 a/	1984	1985	1986	1987 a/
<b>Total</b>	<b>223</b>	<b>191</b>	<b>198</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>11.2</b>	<b>8.6</b>	<b>-14.8</b>	<b>3.7</b>
<b>Principaux produits agricoles</b>	<b>98</b>	<b>83</b>	<b>70</b>	<b>53.0</b>	<b>64.9</b>	<b>35.5</b>	<b>-13.8</b>	<b>5.9</b>	<b>11.6</b>	<b>-27.2</b>
Café	49	55	35	22.8	42.1	17.8	-12.8	6.1	12.4	-35.9
Cacao	7	5	5	6.0	2.1	2.5	-2.6	51.8	-28.6	-8.1
Sucre	2	4	3	13.2	3.0	1.5	34.9	-14.7	105.0	-36.5
Sisal	-	1	-	3.9	0.7	-	...	111.1	...	-39.0
Huiles essentielles	4	4	4	6.0	2.5	2.0	-26.4	-23.8	0.5	-16.2
Autres	36	14	23	11.1	14.5	11.7	49.0	-34.6	-58.7	59.5
<b>Articles manufacturés de la zone franche</b>	<b>82</b>	<b>78</b>	<b>104</b>	<b>22.3</b>	<b>25.3</b>	<b>52.5</b>	<b>34.2</b>	<b>28.3</b>	<b>-5.0</b>	<b>32.9</b>
<b>Produits de la petite industrie</b>	<b>47</b>	<b>32</b>	<b>27</b>	<b>14.7</b>	<b>9.8</b>	<b>13.6</b>	<b>13.5</b>	<b>10.4</b>	<b>-30.8</b>	<b>-16.7</b>
<b>Ajustement</b>	<b>-4</b>	<b>-2</b>	<b>-3</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-1.6</b>				
<b>Milliers de tonnes</b>										
Café	18.2	15.8	12.6				-21.1	-2.7	-13.2	-20.3
Cacao	3.8	2.8	2.6				-35.1	58.3	-26.3	-7.1
Sucre	5.3	11.0	6.6				-23.6	-3.7	107.5	-40.0
Huiles essentielles	0.2	0.2	0.2				-50.0	-	-	-
<b>Articles manufacturés de la zone franche</b>	<b>17.5</b>	<b>16.0</b>	<b>17.6</b>				<b>23.5</b>	<b>4.2</b>	<b>-8.9</b>	<b>10.0</b>
<b>Produits de la petite industrie</b>	<b>4.0</b>	<b>3.5</b>	<b>2.9</b>				<b>15.4</b>	<b>-33.3</b>	<b>-12.5</b>	<b>-17.1</b>

**Source:** CEPAL, sur la base de chiffres communiqués par la Banque de la République de Haïti.

a/ Chiffres provisoires.

b/ Y compris la mélasse.



Tableau 9

## HAÏTI: IMPORTATIONS DE BIENS, CIF

	Millions de dollars			Structure (pourcentage)			Taux annuels de croissance			
	1985	1986	1987 a/	1975	1980	1987 a/	1984	1985	1986	1987 a/
<b>Total</b>	<b>449</b>	<b>367</b>	<b>376</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>5.7</b>	<b>3.2</b>	<b>-18.3</b>	<b>2.6</b>
Produits alimentaires, boissons et tabacs	86	69	70	23.1	16.9	18.6	0.9	7.6	-19.8	1.4
Hydrocarbures	64	51	50	9.1	16.7	13.3	0.1	3.9	-20.6	-1.0
Huiles et graisses	31	34	36	5.5	7.0	9.6	13.4	-7.0	8.2	5.5
Produits chimiques	42	36	38	8.4	8.4	10.1	8.4	-2.4	-14.6	6.5
Articles manufacturés <sup>b/</sup>	78	60	60	16.3	20.7	16.0	1.3	5.6	-23.0	-0.7
Machines et matériel de transport	83	63	66	19.8	17.4	17.6	8.8	2.4	-23.7	3.8
Articles manufacturés divers <sup>c/</sup>	41	34	36	14.0	8.2	9.6	22.0	7.6	-16.7	4.4
Autres <sup>d/</sup>	24	20	20	3.8	4.7	5.2	4.8	-1.4	-16.7	-

Source: CEPAL, sur la base de chiffres communiqués par la Banque de la République de Haïti.

a/ Chiffres provisoires.

b/ Y compris, les produits textiles, en cuir, en caoutchouc, en bois, en papier ainsi que les minerais métalliques et non métalliques.

c/ Y compris vêtements, chaussures, articles de voyage, meubles, instruments professionnels ainsi que les articles sanitaires et de chauffage et d'éclairage.

d/ Y compris les matières premières non comestibles.

**Tableau 10**  
**HAÏTI: BALANCE DES PAIEMENTS**

(Millions de dollars)

	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987 <sup>a/</sup>
<b>Solde en compte courant</b>	<b>-241</b>	<b>-188</b>	<b>-205</b>	<b>-196</b>	<b>-195</b>	<b>-144</b>	<b>-178</b>
<b>Solde commercial</b>	<b>-292</b>	<b>-223</b>	<b>-237</b>	<b>-221</b>	<b>-224</b>	<b>-181</b>	<b>-214</b>
Exportations de biens et de services	240	270	288	307	339	292	314
Biens fob	150	174	186	206	224	191	198
Services réels <sup>b/</sup>	90	96	103	101	115	101	116
Transports et assurances	7	7	7	7	8	7	8
Voyages	75	80	85	81	94	82	90
Importations de biens et de services	533	493	525	528	563	473	528
Biens fob	374	324	352	346	349	303	311
Services réels <sup>b/</sup>	159	169	173	182	213	170	217
Transports et assurances	89	77	88	94	114	76	93
Voyages	31	41	39	39	43	37	42
Services des facteurs	-13	-14	-14	-17	-20	-15	-20
Dividendes	-7	-8	-8	-2	-5	-5	-6
Intérêts perçus	1	1	1	-	-	-	-
Intérêts payés	-6	-7	-7	-16	-25	-10	-14
Transferts privés nets	64	49	46	43	49	52	56
<b>Solde du compte de capital</b>	<b>204</b>	<b>169</b>	<b>176</b>	<b>175</b>	<b>121</b>	<b>170</b>	<b>214</b>
Transferts officiels nets	74	61	64	75	97	100	127
Capitaux à long terme	91	43	59	58	21	31	60
Investissements directs	8	7	8	4	5	5	5
Investissements en portefeuille	-	-	-	-	-	-	-
Autres capitaux à long terme	83	37	51	54	16	26	55
Secteur public <sup>c/</sup>	26	33	30	51	10	9	34
Prêts	32	38	36	61	36	34	...
Amortissements	-6	-5	-5	-8	-16	-25	...
Banques commerciales <sup>c/</sup>	-	-	-	-	-	-	-
Prêts	-	-	-	-	-	-	-
Amortissements	-	-	-	-	-	-	-
Autres secteurs <sup>c/</sup>	57	4	20	3	7	17	21
Prêts	61	8	27	20	14	21	...
Amortissements	-4	-5	-7	-17	-8	-4	...
Capitaux à court terme	-2	-12	2	5	5	-11	27
Secteur public	-	-	1	11	17	-1	...
Banques commerciales	-2	-12	2	-5	-12	-10	...
Autres secteurs	-	-	-	-	-	-	-
Erreurs et omissions	41	77	51	37	2	50	...
<b>Solde global<sup>d/</sup></b>	<b>-37</b>	<b>-19</b>	<b>-29</b>	<b>-20</b>	<b>-74</b>	<b>26</b>	<b>36</b>
Variation totale des réserves (- augmentation)	50	3	32	6	5	-30	-36
Monnaie or	2	1	-	-	-	...	...
Droits de tirage spéciaux	3	-	-1	1	...	-5	...
Position de réserve au FMI	-	-	-	-	...	-	...
Devises	15	-16	10	-5	...	-1	...
Autres actifs	-	-	-	-	-	...	...
Tirages sur le FMI	30	18	22	11	...	-13	...

Source: CEPAL, sur la base de chiffres communiqués para la Banque de la République d'Haïti (1987) et le Fonds Monétaire International (1980-1986).

a/ Chiffres provisoires; b/ Les services réels incluent d'autres transactions officielles et privées, mais excluent les services de facteurs; c/ En plus des crédits reçus et leurs amortissements, on inclut les crédits nets alloués et d'autres actifs et passifs, et d/ Le solde global est la somme des réserves internationales (de signe contraire) et les articles de contrepartie.

**Tableau 11**  
**HAÏTI: INDICATEURS DE L'ENDETTEMENT EXTERNE<sup>a/</sup>**

	1982	1983	1984	1985	1986	1987 <sup>b/</sup>
<u>Millions de dollars</u>						
<b><u>Dette publique extérieure décaissée</u></b>						
<b><u>Encours</u></b>	<b><u>410</u></b>	<b><u>551</u></b>	<b><u>607</u></b>	<b><u>600</u></b>	<b><u>697</u></b>	<b><u>741</u></b>
Gouvernement	282	402	454	453	496	517
Entreprises publiques	128	149	153	147	201	224
<b><u>Tirages</u></b>	<b><u>48</u></b>	<b><u>47</u></b>	<b><u>84</u></b>	<b><u>16</u></b>	<b><u>125</u></b>	<b><u>80</u></b>
<b><u>Service de la dette</u></b>	<b><u>17</u></b>	<b><u>23</u></b>	<b><u>37</u></b>	<b><u>31</u></b>	<b><u>35</u></b>	<b><u>46</u></b>
Amortissements	10	12	28	23	28	36
Intérêts	7	11	9	8	7	10
<u>Pourcentages</u>						
<b><u>Rapports</u></b>						
Dette publique extérieure/exportations de biens et de services	149.1	190.0	189.7	178.0	238.7	236.0
Service exportations de biens et de services	6.2	7.9	11.6	9.1	12.0	14.6
Intérêts nets/exportations de biens et de services	2.5	3.8	2.8	2.4	2.4	3.2
Service/tirage	35.4	48.9	44.0	193.8	28.0	57.5

**Source:** CEPAL, sur la base de chiffres communiqués par la Banque de la République de Haïti.

**a/** Montant au 30 septembre de chaque année, de la dette extérieure décaissée à plus d'un an d'échéance.

**b/** Chiffres provisoires.

**Tableau 12**  
**HAÏTI: EVOLUTION DES PRIX INTERIEURS**

	1982	1983	1984	1985	1986	1987 <sup>a/</sup>
<u>Variation de septembre à septembre</u>						
Indice des prix à la consommation (1980 = 100.0)	6.2	12.2	6.1	15.0	-0.5	-13.8
Alimentation	1.6	13.4	5.8	17.7	-1.9	-22.5
<u>Variation moyenne annuelle</u>						
Indice des prix à la consommation	9.0	8.8	8.0	8.4	8.5	-11.1
Alimentation	4.7	7.2	8.5	7.8	11.7	-18.8

**Source:** CEPAL, sur la base de chiffres communiqués par la Banque de la République de Haïti et l'Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique.

**a/** Chiffres provisoires.

**Tableau 13**  
**HAÏTI: EVOLUTION DES PRIX A LA CONSOMMATION<sup>a/</sup>**  
**(Pourcentage)**

	Variation par rapport au mois précédent				Variation par rapport au même mois de l'année précédente				
	1984	1985	1986	1987 b/	1983	1984	1985	1986	1987 b/
<b>Indice général</b>									
Janvier	1.0	2.6	-0.9	-2.0	6.7	9.5	7.1	13.4	-12.3
Février	0.4	0.6	1.3	-1.1	6.4	10.1	7.3	14.2	-14.4
Mars	0.6	1.1	-4.3	-0.1	10.3	6.0	7.9	8.6	-10.7
Avril	1.2	2.0	-0.8	-0.5	10.7	5.2	8.7	5.3	-10.4
Mai	1.1	0.6	-0.8	-0.5	10.3	4.7	8.2	5.5	-11.6
Juin	0.1	-	2.8	-1.8	9.7	6.6	8.1	8.5	-15.6
Juillet	-0.3	1.3	-3.1	0.9	9.1	7.8	9.8	3.8	-12.1
Août	-	2.0	1.5	-0.6	11.1	6.1	12.0	2.2	-13.9
Septembre	0.7	3.4	-0.4	-0.4	12.2	6.1	15.0	-0.5	-13.8
Octobre	0.7	-1.9	-3.8	0.2	12.3	5.6	12.0	-2.5	-10.2
Novembre	-0.3	1.3	-0.9	1.9	12.7	4.3	13.8	-4.6	-7.6
Décembre	0.1	3.4	-4.0	-0.4	11.2	5.4	17.4	-11.4	-4.1
<b>Indice d'alimentation</b>									
Janvier	1.5	2.7	-1.6	-3.1	4.0	11.6	5.9	17.6	-19.8
Février	0.4	0.6	2.3	-1.6	4.7	12.0	6.1	19.4	-22.8
Mars	0.6	1.2	-5.0	0.2	9.2	6.2	6.8	12.1	-18.5
Avril	0.9	2.0	-1.7	-1.1	12.4	4.0	7.9	8.0	-18.0
Mai	1.6	1.0	1.2	-1.0	12.2	3.2	7.3	8.2	-19.8
Juin	0.1	0.1	1.8	-2.8	11.2	5.8	7.3	10.1	-23.5
Juillet	-1.0	1.1	-1.9	0.5	9.3	7.6	9.6	6.9	-21.6
Août	-0.4	3.1	0.9	0.1	12.0	5.0	13.4	4.5	-22.2
Septembre	1.4	5.3	-1.2	-1.5	13.4	5.8	17.7	-1.9	-22.5
Octobre	0.1	-0.5	-6.5	0.8	15.3	4.3	17.0	-7.8	-16.4
Novembre	-0.7	1.3	-1.9	0.3	15.0	3.0	19.4	-10.7	-11.9
Décembre	0.1	2.9	-6.1	-1.3	12.8	4.7	22.7	-18.5	-7.4

**Source:** CEPAL, sur la base de chiffres communiqués par l'Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique.

**a/** Cet indice couvre les communes de Port-au-Prince, Delmas, Carrefour et Pétion-Ville.

**b/** Chiffres provisoires.

Tableau 14  
HAÏTI: EVOLUTION DES REMUNERATIONS

	1982	1983	1984	1985	1986	1987 <sup>a/</sup>
<u>Gourdes</u>						
Salaires minima <sup>b/</sup>	13.0	13.2	13.2	15.0	15.0	15.0
<u>Indices (1980 = 100.0)</u>						
Salaires						
Nominaux	118.2	120.0	120.0	136.4	136.4	136.4
Réels <sup>c/</sup>	100.8	94.0	87.1	91.3	84.8	93.6
<u>Taux annuels de croissance</u>						
Salaires						
Nominaux	14.1	1.5	-	13.7	-	-
Réels <sup>c/</sup>	4.7	-6.7	-7.3	4.8	-8.5	11.1

Source: CEPAL, sur la base de chiffres communiqués par l'Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique.

<sup>a/</sup> Chiffres provisoires.

<sup>b/</sup> D'après le salaire journalier minimum payé dans les entreprises industrielles.

<sup>c/</sup> Déflactés par l'indice des prix à la consommation.

Tableau 15

## HAÏTI: INDICATEURS MONÉTAIRES

	Soldes à fin septembre (millions de gourdes)				Taux annuels de croissance		
	1984	1985	1986	1987 a/	1985	1986	1987 a/
Base monétaire	1 351	1 500	1 687	1 805	11.1	12.5	7.0
Monnaie (M <sub>1</sub> )	1 080	1 204	1 381	1 542	11.5	14.7	11.6
Quasi-monnaie	1 261	1 365	1 493	1 615	8.2	9.4	8.2
Monnaie plus quasi-monnaie (M <sub>2</sub> )	2 341	2 569	2 874	3 157	9.7	11.9	9.8
Crédit intérieur <sup>b/</sup>	3 834	4 274	4 338	4 545	11.5	1.5	4.8
Au secteur public	2 482	2 809	2 800	2 916	13.2	-0.3	4.1
Gouvernement central (net)	2 298	2 586	2 653	2 768	12.5	2.6	4.3
Entreprises publiques	185	223	147	147	20.5	-34.0	-
Au secteur privé	1 351	1 465	1 538	1 630	8.4	5.0	6.0
<u>Coéfficients</u>							
Multipliateurs monétaires							
M <sub>1</sub> /base monétaire	0.80	0.80	0.82	0.85			
M <sub>2</sub> /base monétaire	1.73	1.71	1.70	1.75			
Vitesse de circulation							
PIB/M <sub>1</sub>	8.4	8.3	8.1	7.3			

Source: CEPAL, sur la base de chiffres communiqués par la Banque de la République de Haïti.

a/ Chiffres provisoires.

b/ Non-compris les créances interbancaires.

**Tableau 16**  
**HAÏTI: RECETTES ET DEPENSES DU GOUVERNEMENT CENTRAL**

	Millions de gourdes				Taux annuels de croissance			
	1984	1985	1986	1987 a/	1984	1985	1986	1987 a/
<b>1. Recettes courantes</b>	<b>1 076</b>	<b>1 279</b>	<b>1 340</b>	<b>1 288</b>	<b>12.9</b>	<b>18.9</b>	<b>4.8</b>	<b>-3.9</b>
Recettes budgétaires	914	1 124	1 275	1 234	8.0	23.0	13.4	-3.2
Directes	141	154	150	128	10.0	9.1	-2.6	-14.7
Indirectes	443	644	660	658	25.1	45.4	2.5	-0.3
Douanières	313	306	311	226	-10.4	-2.2	1.8	-27.4
Diverses	17	20	154	221	13.3	17.6	670.0	43.5
Recettes extra-budgétaires	162	155	65	54	51.4	-4.3	-58.1	-17.0
<b>2. Dépenses courantes</b>	<b>1 776</b>	<b>1 804</b>	<b>1 780</b>	<b>1 783</b>	<b>7.7</b>	<b>1.6</b>	<b>-1.3</b>	<b>1.7</b>
Dépenses budgétaires	697	775	592	915	23.9	11.1	-33.6	54.6
Rémunérations	448	494	522	656	14.8	10.0	5.7	25.7
Autres dépenses	249	281	70	260	44.6	13.1	-75.1	271.4
Dépenses extra-budgétaires	1 079	1 029	1 188	868	-0.7	-4.6	15.5	-26.9
<b>3. Epargne courante (1-2)</b>	<b>-700</b>	<b>-525</b>	<b>-440</b>	<b>-496</b>				
<b>4. Dépenses de capital</b>	<b>214</b>	<b>209</b>	<b>182</b>	<b>221</b>	<b>-3.5</b>	<b>-2.3</b>	<b>-12.9</b>	<b>21.4</b>
<b>5. Dépenses totales (2+4)</b>	<b>1 990</b>	<b>2 013</b>	<b>1 962</b>	<b>2 004</b>	<b>6.4</b>	<b>1.1</b>	<b>-2.5</b>	<b>2.1</b>
<b>6. Déficit fiscal (1-5)</b>	<b>-914</b>	<b>-734</b>	<b>-622</b>	<b>-716</b>	<b>-0.4</b>	<b>-19.7</b>	<b>-15.3</b>	<b>15.1</b>
<b>7. Financement du déficit</b>								
Financement intérieur net	413	184	145	44				
Banque centrale	417	189	147	47				
Autres	-4	-5	-2	-3				
Financement extérieur	159	34	91	111				
Dons	342	516	386	561				

**Reportage (pourcentages)**

Epargne courante/dépenses de capital	-327.1	-251.2	-241.8	-224.4
Déficit fiscal/dépenses totales	45.9	36.5	31.7	35.7
Recettes fiscales/PIB	10.1	11.7	11.4	11.0
Dépenses totales/PIB	21.9	20.9	17.5	17.9
Déficit fiscal/PIB	10.1	7.6	5.5	6.4
Financement intérieur/déficit	45.2	25.1	23.3	6.1
Financement extérieur/déficit	17.4	4.6	14.6	15.5
Dons/déficit	37.4	70.3	62.1	78.4

Source: CEPAL, sur la base de chiffres communiqués par la Banque de la République de Haïti et le FMI.  
a/ Chiffres provisoires.





